

# JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

DESEILLIGNY

## **Des moyens propres à développer notre commerce d'exportation**

*Journal de la société statistique de Paris*, tome 15 (1874), p. 170-176

[http://www.numdam.org/item?id=JSFS\\_1874\\_\\_15\\_\\_170\\_0](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1874__15__170_0)

© Société de statistique de Paris, 1874, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme  
Numérisation de documents anciens mathématiques  
<http://www.numdam.org/>

## II.

### DES MOYENS PROPRES A DÉVELOPPER NOTRE COMMERCE D'EXPORTATION.

Pour arriver à développer notre commerce d'exportation, le Ministre de l'agriculture et du commerce a cru devoir provoquer l'institution d'une commission spéciale.

Les nombreux renseignements statistiques que contient le rapport qu'il a présenté, à ce sujet, au Maréchal-Président, nous ont fait un devoir de le reproduire ici :

Paris, le 9 avril 1874.

Monsieur le Président,

La France traverse en ce moment une crise difficile, et c'est un devoir pour elle d'entourer de la sollicitude la plus vive et la plus inquiète les sources fécondes de sa prospérité, le commerce et l'industrie.

Les souffrances de ces deux branches de notre richesse nationale sont donc l'objet des préoccupations spéciales du Gouvernement. Si ces souffrances n'existaient que chez nous, on pourrait croire qu'elles tiennent à des causes locales et particulières à notre pays; mais elles sont aussi intenses en Belgique, en Allemagne qu'en France, et l'Angleterre est également atteinte dans plusieurs de ses grandes industries.

Dans ces époques de mévente intérieure, l'esprit public recherche avec une légitime ardeur le développement de l'exportation dont il souhaite vivement le rapide progrès. Mais ce progrès n'est pas l'œuvre d'un jour, et il ne peut être atteint que par des efforts persévérants. C'est sur les résultats déjà obtenus et sur ceux pouvant être encore réalisés que nous avons l'honneur de vous soumettre quelques indications qui nous paraissent pouvoir être utilement soumises à une commission spéciale dont elles dirigeront les études et les recherches.

Si l'on se borne à envisager les résultats d'ensemble, l'année 1873 a atteint des chiffres extrêmement satisfaisants. Comparée à l'année 1869, la dernière année régulière et normale avec laquelle on puisse la mettre en parallèle, on trouve les résultats suivants :

ANNÉES.	IMPORTATIONS.	EXPORTATIONS.	TOTAL.
1873. . . . .	3,600 millions.	3,927 millions.	7,527 millions.
1869. . . . .	3,153 —	3,075 —	6,228 —
Augmentation pour 1873 . . .	447 —	852 —	1,299 —

Mais, pour se placer complètement dans le vrai, il faut retrancher des deux années de comparaison, au commerce spécial, d'une part, le mouvement des céréales dont les fluctuations dépendent presque toujours de circonstances indépendantes du degré de prospérité des affaires industrielles ou commerciales; d'autre part, les cotons, les laines, les soies, qui, après avoir figuré à l'importation, reparaissent à l'exportation et ne représentent que des opérations de transit (1).

Cette double rectification opérée, le mouvement réel se reconstitue comme ci-après :

ANNÉES.	IMPORTATIONS.	EXPORTATIONS.	TOTAL.
1873. . . . .	3,112 millions.	3,487 millions.	6,599 millions.
1869. . . . .	2,822 —	2,731 —	5,553 —
Augmentation pour 1873 . . .	290 —	756 —	1,046 —

Ainsi, malgré la perte de l'Alsace-Lorraine, malgré tous les désastres que nous avons éprouvés, le commerce spécial de la France avec l'étranger et ses possessions

(1) à retrancher :

	IMPORTATIONS.		EXPORTATIONS.	
	1873.	1869.	1873.	1869.
	millions.	millions.	millions.	millions.
Pour les céréales . . . . .	206	56	158	69
— cotons . . . . .	75	75	75	75
— laines . . . . .	93	93	93	44
— soies . . . . .	114	156	114	156

d'outre-mer, de 1869 à 1873, s'est accru de 1,046 millions de francs, dont 290 à l'importation et 756 à l'exportation, soit 19 p. 100.

A l'entrée, les principales augmentations ont porté :

Sur les fils et tissus de coton pour . . .	34 millions
— la houille . . . . .	36 —
— les peaux brutes . . . . .	29 —
— les fruits de table . . . . .	22 —
— les métaux . . . . .	30 —
— les machines et mécaniques . . . .	12 —

A la sortie, l'excédant s'applique à toutes les principales marchandises, à l'exception de la parfumerie, des œufs et des produits chimiques, sur lesquels il existe un déficit de 10 millions. Les articles qui ont pris le plus de développement sont :

Les fils et tissus de laine pour . . . .	84 millions
Les tissus de soie . . . . .	74 —
Les fils et tissus de coton . . . . .	24 —
Les fils et tissus de chanvre . . . . .	20 —
Les outils et ouvrages en métaux . . . .	62 —
Les ouvrages en peau et en cuir . . . .	31 —
Les poteries, verres et cristaux . . . .	26 —
Les vins . . . . .	44 —
Le sucre raffiné . . . . .	45 —
Le sucre indigène . . . . .	33 —

Ces résultats sont certainement satisfaisants ; mais si nous comparons la France à l'Angleterre, nous nous trouvons très-inférieurs à ce dernier pays, et il nous a paru utile d'établir un parallèle plus détaillé, permettant d'apprécier sur quels points notre exportation s'est développée, sur quels autres elle est restée stationnaire.

Nous avons fait dresser, dans ce but, des états annuels partant de 1865 et arrivant jusqu'à la fin de l'année 1872, la dernière sur laquelle nous ayons des chiffres complets. Nous avons fait ces états, non pas seulement pour la France, mais pour l'Angleterre, la Belgique, l'Italie et les Pays-Bas. Nous n'avons pu les avoir pour l'Allemagne, la Suisse et l'Autriche, n'ayant pas trouvé dans les tableaux fournis par ces derniers pays des bases comparables aux nôtres.

Le fait le plus saillant qui se dégage tout d'abord de cette étude, c'est que la France, l'Italie, la Belgique et la Hollande trouvent en Europe leur principal débouché. L'Angleterre prend aussi une grande place dans les ventes du continent ; mais son commerce étend ses relations sur une très-large échelle avec toutes les parties du monde, et là où les autres nations commerçantes de l'Europe n'écoulent qu'une quantité à peu près insignifiante de leurs produits, la Grande-Bretagne, grâce à ses colonies, à ses établissements, à ses comptoirs, grâce aussi à la puissance de sa marine marchande, multiplie ses affaires et trouve le placement d'un grand nombre de ses produits d'exportation.

En 1865, les exportations de la France représentaient une valeur totale de 3,088,375,000 fr. qui, d'après leur destination, se répartissaient ainsi qu'il suit :

Europe . . . . .	2,363,461,000 fr.
Asie . . . . .	13,769,000
Afrique . . . . .	245,065,000
Amérique . . . . .	458,598,000
Océanie . . . . .	7,482,000
Total général . . . .	<u>3,088,375,000</u>

En 1869, l'exportation totale est de 3,074,941,000 fr., ainsi réparti :

Europe . . . . .	2,304,361,000 fr.
Asie . . . . .	25,964,000
Afrique . . . . .	217,172,000
Amérique . . . . .	522,829,000
Océanie . . . . .	4,614,000
Total égal. . . . .	<u>3,074,940,000</u>

En 1872, notre exportation se compose comme suit :

Europe . . . . .	2,682,175,000 fr.
Asie . . . . .	25,282,000
Afrique . . . . .	228,059,000
Amérique . . . . .	820,287,000
Océanie . . . . .	5,820,000
	<u>3,761,623,000</u>

Mêmes résultats que précédemment : un peu de progrès en Europe, progrès assez marqué en Amérique, progrès nul dans les trois autres parties du monde.

En prenant pour point de départ la même année 1865, nous constatons qu'à cette époque l'exportation des produits d'origine britannique, abstraction faite des produits des colonies et de l'étranger, représentait en valeurs une somme de 4,145,893,000 fr., dont :

1,589,582,000 fr. à destination de l'Europe,	
254,440,000	— l'Afrique,
714,267,000	— l'Asie,
1,228,542,000	— l'Amérique,
359,062,000	— l'Océanie.

En 1872, le total se monte à 6,406,434,000 fr. pour les mêmes produits; ainsi répartis :

Europe . . . . .	2,680,919,000 fr.
Afrique . . . . .	357,960,000
Asie . . . . .	900,949,000
Amérique . . . . .	2,084,649,000
Océanie . . . . .	381,957,000

Pour l'Angleterre comme pour la France, l'Europe est donc toujours le débouché principal; mais les exportations du commerce britannique à destination des deux Amériques atteignent un chiffre presque égal à celui de leurs expéditions en Europe. L'Afrique, l'Océanie et surtout l'Asie donnent des débouchés toujours croissants dépassant 1,200 millions par an.

C'est en Europe que la Belgique écoule la plus grande partie des produits qu'elle expédie au dehors. Elle n'a en effet qu'une marine restreinte et ne possède pas de colonies.

En 1865, sur un chiffre total d'exportations se montant à 601,652,000 fr.,

L'Europe prenait . . . . .	575,722,000 fr.
L'Afrique . . . . .	1,298,000
L'Asie . . . . .	323,000
L'Amérique . . . . .	24,118,000
L'Océanie . . . . .	191,000

En 1872, le total s'élevait à 1,051,133,000 fr., et la répartition entre les différentes parties du monde s'établissait ainsi :

Europe . . . . .	998,776,000 fr.
Afrique . . . . .	769,000
Asie . . . . .	1,000
Amérique . . . . .	51,540,000
Océanie . . . . .	47,000

Puissance maritime et coloniale, la Hollande concourt à l'approvisionnement de l'Amérique et de l'Océanie et principalement de cette dernière, dans laquelle sont comprises les riches colonies de Java et de Sumatra.

En 1865, les exportations figurent au tableau de commerce pour une somme de 730,935,000 fr., dont :

646,225,000 fr. sont attribués à l'Europe,	
796,000 — à l'Afrique,	
5,939,000 — à l'Asie,	
20,184,000 — à l'Amérique,	
57,791,000 — à l'Océanie.	

En 1872, le chiffre atteint 1,028,157,000 fr. qui se distribuent ainsi :

Europe . . . . .	927,064,000 fr.
Afrique . . . . .	2,155,000
Asie . . . . .	2,215,000
Amérique . . . . .	23,203,000
Océanie, . . . . .	73,520,000

Enfin l'Italie, dont la marine de commerce est en voie de développement, voit progresser très-sensiblement son commerce extra-européen.

En 1865, ses exportations présentaient un ensemble qui ne dépassait pas 558,200,000 fr., dont :

500,100,000 fr. à destination de l'Europe,	
7,700,000 — l'Afrique,	
100,000 — l'Asie,	
45,300,000 — l'Amérique,	
5,000,000 — d'autres pays.	

En 1872, le chiffre total est de 1,167,200,000 fr., qui se répartissent entre :

L'Europe. . . . .	1,049,100,000 fr.
L'Afrique . . . . .	28,400,000
L'Asie. . . . .	»
L'Amérique . . . . .	89,700,000
Les autres pays. . . . .	»

C'est-à-dire que dans la période de 1865 à 1872, le mouvement des exportations a doublé dans son ensemble et qu'il est devenu quatre fois plus considérable avec l'Afrique.

N'avons-nous pas quelques progrès nouveaux à réaliser pour l'exportation française dans l'ordre d'idées que ces comparaisons suggèrent naturellement? De-

vous-nous rester aussi étrangers à ce commerce de l'Afrique, de l'extrême Orient et de l'Océanie, alors que notre situation géographique semble nous appeler au contraire à y développer nos opérations, surtout depuis le percement de l'isthme de Suez?

Tel est le sujet sur lequel nous croirions utile d'appeler les études de quelques hommes compétents, sous les yeux desquels seraient placés tous les documents dont l'administration dispose.

Ils auront spécialement à examiner si un des moyens les plus efficaces pour obtenir un progrès n'est pas d'encourager les écoles de commerce créées spécialement en vue de former de jeunes négociants destinés à aller à l'étranger, après avoir acquis la connaissance des langues orientales et des notions étendues sur la géographie et le commerce.

Ce système d'éducation paraît avoir beaucoup réussi en Allemagne : un grand nombre de maisons de commerce dans le monde entier, et spécialement dans l'extrême Orient, sont dirigées par des Allemands. Une statistique récemment publiée en Angleterre établit que, dans les mers de Chine, il y a vingt-cinq maisons allemandes contre vingt-deux anglaises, et on n'hésite pas en Angleterre à attribuer ces remarquables résultats à l'éducation toute spéciale qui a été donnée en vue de ces missions.

Le rôle de nos consulats doit être aussi l'objet d'un examen attentif. On a dit quelquefois que nos consuls ne rendent pas les services commerciaux qu'on pourrait attendre d'eux.

Nous ne contestons pas qu'il y ait lieu de rechercher les moyens d'augmenter et de développer leur action ; mais il y aurait injustice à méconnaître les services qu'ils rendent à notre commerce. Les documents intéressants que nous recevons d'eux, les communications fréquentes, développées qu'ils nous adressent, en témoignent surabondamment.

D'où vient que le résultat de ces travaux est souvent incomplet ?

Est-ce la publicité donnée aux rapports qui est insuffisante ? Comment pourrait-on la rendre plus vivante et plus efficace ? Les renseignements envoyés manquent-ils de la précision nécessaire pour que l'industriel français puisse fabriquer les produits dont on lui indique le débouché comme assuré ? Dans ce dernier cas, ne faudrait-il pas demander aux chambres de commerce de France des types de renseignements techniques nécessaires pour chaque fabricant, dont on donnerait la formule aux divers consuls ?

Ils seraient ainsi en mesure de remplir un cadre d'informations en rapport avec les exigences des diverses industries. Un avis de la commission sur ce point pourrait être important.

Nous n'avons pas, du reste, la prétention de restreindre ses études à quelques solutions indiquées à l'avance.

Nous ne parlerons donc ni des chambres de commerce françaises que quelques personnes seraient d'avis de fonder dans certains pays éloignés, où malheureusement le nombre de nos nationaux est bien faible pour les composer, ni de tous autres procédés indiqués pour développer notre commerce extérieur.

Nous croyons devoir laisser le champ libre à l'étude et quand bien même la commission n'arriverait qu'à répandre quelques lumières et à éveiller l'attention

publique sur des problèmes liés plus intimement que jamais à la prospérité nationale, nous croyons qu'elle aurait rendu un grand service au pays.

Après les malheurs que nous avons éprouvés, nous ne pouvons relever nos finances que par le travail et spécialement par le développement des échanges avec les pays étrangers. Il y a là pour tous les esprits sensés une légitime préoccupation que l'Assemblée nationale a toujours partagée. Le Gouvernement a cherché à s'en inspirer dans l'étude des questions qui font l'objet du présent rapport.

DESEILLIGNY.

---